



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



24.049

Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2025–2028

Stratégie de coopération internationale 2025–2028

Zweitrat – Deuxième Conseil

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 11.09.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.12.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 09.12.24 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 10.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 12.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 16.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.12.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

Antrag FK-N/Mehrheit APK-N

Eintreten

Antrag der Minderheit APK-N

(Rüegger, Büchel Roland, Buffat, Grüter, Haab, Marchesi, Page, Reimann Lukas, Vontobel)
Nichteintreten

Antrag der Minderheit APK-N

(Rüegger, Büchel Roland, Buffat, Grüter, Haab, Marchesi, Page, Reimann Lukas, Vontobel)
Rückweisung des Geschäftes an den Bundesrat
mit dem Auftrag:
1. die Verpflichtungskredite auf die vom Ständerat im Rahmen der Behandlung der Armeebotschaft am 3. Juni 2024 gefällten Finanzbeschlüsse abzustimmen.
2. die Bundesbudget- und Finanzplanung der kommenden vier Jahre und den vom Bundesrat beauftragten Bericht der Expertengruppe (Gaillard) mit einzubeziehen.
3. eine Modernisierung der IZA aufzuzeigen – weniger Entwicklungspartner, mehr Investitionspartner mit klaren Bedingungen zur Demokratieförderung in den Schwerpunktländern.
4. eine Strategie vorzulegen, wie er zukünftig unsere Neutralität (die unparteiische Haltung gegenüber Konfliktparteien) bei der Vergabe von Geldern an multilaterale Organisationen zwingend garantieren kann.

Proposition CdF-N/majorité CPE-N

Entrer en matière

Proposition de la minorité CPE-N

(Rüegger, Büchel Roland, Buffat, Grüter, Haab, Marchesi, Page, Reimann Lukas, Vontobel)
Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité CPE-N

(Rüegger, Büchel Roland, Buffat, Grüter, Haab, Marchesi, Page, Reimann Lukas, Vontobel)
Renvoyer l'objet au Conseil fédéral
avec mandat de:

1. harmoniser les crédits d'engagement et les décisions financières prises par le Conseil des Etats dans le cadre de l'examen du message sur l'armée le 3 juin 2024.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



2. prendre en compte la planification du budget et des finances de la Confédération pour les quatre prochaines années et le rapport commandé au groupe d'experts (Gaillard) par le Conseil fédéral.
3. présenter une modernisation de la CI avec moins de partenaires de développement, plus de partenaires d'investissements et des conditions claires pour la promotion de la démocratie dans les pays prioritaires.
4. définir une stratégie pour garantir impérativement, à l'avenir, notre neutralité (attitude impartiale envers les parties en conflit) lors de l'attribution de fonds à des organisations multilatérales.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Über das Eintreten auf die drei Vorlagen führen wir eine gemeinsame Debatte.

Wehrli Laurent (RL, VD), pour la commission: La stratégie et les crédits d'engagement pour la coopération internationale 2025–2028 concernent le financement de la coopération au développement, de l'aide humanitaire, des mesures de promotion de la paix et de renforcement des droits de l'homme, ainsi que de la reconstruction de l'Ukraine. Ce sont des sujets fondamentaux et importants qu'il s'agirait de pouvoir détailler et développer. Toutefois, comme vous l'avez compris, au regard du temps imparti pour le budget et de la nécessité impérieuse que nous puissions faire l'aller-retour avec le Conseil des Etats durant cette même session, nous nous limiterons et ne pourrons pas aborder plus avant la stratégie dans sa complexité et son utilité, mais évidemment nous devrons nous arrêter sur les différentes propositions que votre commission et les minorités vous proposent.

Dans sa séance du 5 novembre 2024, votre Commission de politique extérieure du Conseil fédéral a décidé au vote sur l'ensemble, par 14 voix contre 11 et 0 abstention, de vous proposer d'adopter le projet 1 de la stratégie de coopération internationale 2025–2028 et, par 14 voix contre 10 et 0 abstention, d'adopter les projets 2 et 3. En cela, elle soutient les propositions du Conseil fédéral et suit les décisions du Conseil des Etats. Votre commission a également procédé aux diverses auditions au sujet de cette importante stratégie, puis a décidé d'entrer en matière, en refusant, par 15 voix contre 9 et 0 abstention, une proposition visant à ne pas entrer en matière et en refusant, également par 15 voix contre 9 et 0 abstention, de renvoyer les trois projets au Conseil fédéral.

Permettez-moi d'ores et déjà d'aborder quelques éléments qui reviendront dans la discussion par article, mais qui sont

AB 2024 N 2158 / BO 2024 N 2158

importants au moment du débat d'entrée en matière. Concernant les aspects financiers, votre commission a traité cinq amendements déposés par des membres de la commission et cinq propositions diverses émanant de la Commission des finances du Conseil national, soit sa proposition de majorité et quatre propositions de minorité. Trois d'entre elles visaient à augmenter les montants prévus – pour l'une, atteindre 0,5 pour cent, pour la deuxième, plus 1,5 milliard de francs suisses et pour la troisième, plus 500 millions avec des conditions – et deux projetaient des diminutions – moins 1 milliard pour l'une et moins 2 milliards pour l'autre. Nous aurons donc l'occasion d'aborder ceci tout à l'heure, puisque plusieurs de ces propositions ont été reprises sous forme de propositions de minorité, mais je vous rappelle que la majorité de votre commission, par 14 voix contre 11 et par 14 voix contre 10 et 0 abstention, vous propose de suivre les propositions du Conseil fédéral, déjà votées par le Conseil des Etats au niveau du financement.

Au sujet des modifications portant davantage sur le fond, votre commission a retenu, par 16 voix contre 9 et 0 abstention, la proposition du Conseil des Etats d'introduire une possibilité de réduction dans les pays qui ne seraient pas suffisamment prêts à accepter le lien entre la coopération au développement et les questions de migration. Elle a également souhaité introduire une certaine flexibilité entre les rubriques financières, facilitant ainsi une réaction plus rapide et plus adaptée aux besoins. Dans le projet 2, à l'article 1, un nouvel alinéa 2bis est proposé, par 12 voix contre 12 avec la voix prépondérante du président, afin de, si possible, octroyer les mandats de reconstruction en Ukraine à des entreprises suisses ou, toujours dans la mesure du possible, prévoir une création de valeur en Suisse au moyen d'affaires compensatoires. Une proposition individuelle vise à ne pas conditionner ainsi cette aide. Elle n'a pas été traitée en commission, je n'y reviens donc pas dans le détail.

Enfin, les questions de santé, tout comme celles de formation, ont fait l'objet d'une volonté de priorisation. Dans ce cadre, il est important de prendre note également que votre commission propose, par 20 voix contre 0 et 3 abstentions, un nouvel article 3bis visant à la création d'une base légale pour l'aide à l'Ukraine, comme le souhaitent la Commission des finances du Conseil national et la Commission de politique extérieure du Conseil des Etats.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Permettez-moi donc de vous rappeler que votre commission vous propose d'entrer en matière, de ne pas renvoyer au Conseil fédéral et de suivre pour l'essentiel les positions du Conseil fédéral déjà acceptées par le Conseil des Etats.

Gredig Corina (GL, ZH), für die Kommission: Die Strategie der internationalen Zusammenarbeit (IZA) setzt die Grundpfeiler für die nächste Phase der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit, der humanitären Hilfe sowie der Förderung von Frieden und Menschenrechten. Sie datiert vom 22. Mai 2024 und wurde am 28. August durch einen neuen Antrag des Bundesrates ergänzt. Erstrat war der Ständerat. Er folgte bei der Beratung im Wesentlichen den Anträgen des Bundesrates und nahm die Vorlage in der Gesamtabstimmung mit klarer Mehrheit an.

Ihre Aussenpolitische Kommission hat am 26. August eine Anhörung zu dieser Botschaft durchgeführt und an zwei Sitzungen im Oktober und November darüber beraten. Unsere Kommission bedankt sich vorweg beim Bundesrat und bei den Direktionen für ihre fundierte Arbeit.

Bei der IZA-Vierjahresstrategie und deren Finanzierung mit 1,27 Milliarden Franken handelt es sich um eines der bedeutendsten aussenpolitischen Instrumente der Schweiz. Sie orientiert sich an den Zielen der aussenpolitischen Strategie und setzt Schwerpunkte in den Bereichen menschliche Entwicklung, wirtschaftliche Zusammenarbeit, Klima- und Umweltschutz sowie Frieden und Governance.

Ja, die internationale Zusammenarbeit findet in einer herausfordernden Weltlage statt. Unsere Freiheit, unsere Sicherheit, unser Wohlstand sind nicht mehr selbstverständlich. Diverse Krisen wirken sich auch direkt auf die Schweiz aus, sei es durch Migrationsströme, wirtschaftliche Unsicherheiten oder geopolitische Instabilitäten. Die vorliegende Strategie baut auf den bewährten Grundlagen der vorherigen Strategie auf. Die grösste Anpassung im Vergleich zur letzten Strategie ist der Einbezug der Ukraine-Hilfe in die Botschaft. Es sind 1,5 Milliarden Franken für die Ukraine-Hilfe vorgesehen, was 13 Prozent der insgesamt beantragten Verpflichtungskredite entspricht. Von den 1,5 Milliarden Franken, die für die Ukraine und die Region vorgesehen sind, sollen 500 Millionen Franken gezielt für den Wiederaufbau verwendet werden, inklusive Einbezug des Privatsektors. Insgesamt ist der Kredit auf der gleichen Höhe wie jener der vorhergehenden Strategie. Damit würde die prognostizierte Quote für öffentliche Entwicklungshilfe, die APD-Quote, inklusive Asylkosten in der Schweiz bei 0,41 Prozent und ohne Asylkosten bei 0,36 Prozent zu liegen kommen.

Die Strategie verfolgt das Ziel, die Werte und Interessen der Schweiz in einer zunehmend fragilen Welt zu wahren und zu fördern. Sie adressiert zentrale Themen wie die Bekämpfung von Hunger und Armut, den Klimaschutz, die Förderung von Frieden und Menschenrechten sowie die nachhaltige Wirtschaftsentwicklung. Die Schweiz geniesst auf der Weltbühne eine hohe Glaubwürdigkeit als verlässliche Partnerin in der Entwicklungszusammenarbeit und bei der humanitären Hilfe. Die Projekte sind ein wichtiges Aushängeschild für die Schweiz. Als kleines, exportorientiertes Land hat die Schweiz zudem ein Interesse an internationaler Stabilität und Wirtschaftswachstum. Die Entwicklungszusammenarbeit leistet hierzu einen wichtigen Beitrag.

Ihre Aussenpolitische Kommission ist mit 15 zu 9 Stimmen auf die Vorlage eingetreten. Die Kommissionsmehrheit betont, dass die Strategie ein unverzichtbares Instrument ist, um auf globale Herausforderungen wie Armut, Menschenrechtsverletzungen, Klimawandel und Konflikte zu reagieren. Sie stärkt die Werte der Schweiz und ihren internationalen Einfluss. Eine Minderheit der APK beantragt Nichteintreten. Eine weitere Minderheit möchte die Entwürfe 1, 2 und 3 an den Bundesrat zurückweisen. Diese Minderheit kritisiert, dass die Strategie den aktuellen Realitäten nicht ausreichend Rechnung trägt und potenziell die Neutralität der Schweiz gefährden könnte. Zudem möchte diese Minderheit die Beschlüsse aus der Armeebotschaft in einer neuen Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit abgebildet sehen. Diesen Antrag lehnte die Kommission mit 15 zu 9 Stimmen ab.

Kaufmann Pius (M-E, LU), für die Kommission: An ihrer Sitzung vom 10. und 11. Oktober 2024 hat die Finanzkommission des Nationalrates die Verpflichtungskredite im Gesamtumfang von rund 11,3 Milliarden Franken beraten. Die Finanzkommission unterbreitet Ihnen folgende Anträge: Sie beantragt Ihnen, auf die Vorlage des Bundesrates einzutreten. Mit 15 zu 10 Stimmen beantragt die Finanzkommission, den Verpflichtungskredit zur Finanzierung der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit beim SECO um 200 Millionen Franken zu kürzen. Mit dem gleichen Stimmenverhältnis beantragt die Finanzkommission, den Verpflichtungskredit zur Finanzierung der Entwicklungszusammenarbeit bei der DEZA um 800 Millionen Franken zu kürzen. Schliesslich fordert die Finanzkommission den Bundesrat einstimmig auf, die rechtlichen Grundlagen für die Umsetzung des Ukraine-Unterstützungsprogramms innerhalb eines Jahres auszuarbeiten.

Zur Begründung dieser Entscheide: Im Rahmen der Beratung des Zahlungsrahmens der Armee hat die Mehrheit der Finanzkommission bereits beantragt, dass die für die Rüstungsinvestitionen benötigten Mittel unter



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



anderem im Bereich der internationalen Zusammenarbeit zu kompensieren seien. Es ist deshalb konsequent, die Kompensation beim Voranschlag 2025, wie wir das soeben gemacht haben, und bei den mehrjährigen Verpflichtungskrediten vorzunehmen. Damit sollen falsche Hoffnungen finanzieller Art vermieden werden. Zudem sollen diese Kürzungen im Umfang von 1 Milliarde Franken aus Sicht der Kommissionsmehrheit vorzugsweise in den Ländern erfolgen, die keine Rückübernahmeverträge mit der Schweiz abgeschlossen haben oder zwar ein solches haben, es aber in der Praxis nicht konsequent umsetzen. Anträge auf Zustimmung zu den Entwürfen des

AB 2024 N 2159 / BO 2024 N 2159

Bundesrates zum Ausbau der internationalen Zusammenarbeit oder zu Kreditverschiebungen wurden abgelehnt.

Ich bitte Sie, den Anträgen der Finanzkommission zu folgen.

Rüegger Monika (V, OW): Ich begründe den Antrag auf Nichteintreten und den Antrag auf Rückweisung. Die internationale Zusammenarbeit, sprich die Entwicklungshilfe, soll die nächsten vier Jahre 11 Milliarden und 272 Millionen Franken kosten – das sind jährlich gegen 3 Milliarden Steuerfranken allein für die Entwicklungshilfe. Dazu kommen nochmals Kosten von 3,5 Milliarden Franken für das Asylwesen im Inland, die Sozialhilfe an Flüchtlinge, die Bundesasylzentren, die Integration usw. Das ergibt im nächsten Jahr 6,5 Milliarden Franken für die Entwicklungshilfe und für den Asylbereich, so viel Geld wie noch nie zuvor. Ich ziehe einen Vergleich: Vor vier Jahren war es mit gerade 3,3 Milliarden Franken die Hälfte.

Die 4 Milliarden Franken für die Aufwendungen des Staatssekretariats für Migration und die Sozialkosten in den Kantonen sind da noch nicht eingerechnet. Können wir uns das bei einem in den nächsten Jahren drohenden strukturellen Defizit von 3 bis 4 Milliarden Franken jährlich leisten? Wohl kaum.

Wir haben nicht einmal für die Patrouille Suisse Geld. Die Armee braucht dringend mehr Geld – mindestens eine halbe Milliarde Franken jährlich. Die Finanzierung der 13. AHV-Rente ist auch nicht klar. Aus der Bevölkerung war deutlich zu hören: Schickt mal endlich weniger Geld ins Ausland und schaut zuhause zu den eigenen Leuten! Liebe Bürger, vergesst es, im Gegenteil, es fliesst noch mehr Geld ins Ausland und in die Sozial- und Asylindustrie im Inland.

Was hat die Entwicklungshilfe all die Jahrzehnte wirklich gebracht? Sicher keinen nennenswerten Fortschritt. Ich nehme das Beispiel Afrika: Eine Frau kriegt im Schnitt fünf Kinder, über 30 Millionen junge Afrikaner drängen jährlich in den Arbeitsmarkt, eine Beschäftigung fehlt. Es ist logisch, dass afrikanische Autokraten ihre arbeitslosen und rebellierenden jungen Männer Richtung Europa schicken. Den jungen, risikofreudigen Männern winkt in Europa eine gesicherte Bleibe mit einem Grundeinkommen, ohne dass sie etwas dafür tun müssen. Nicht die Ärmsten kommen, sondern die, die Tausende von Dollars an Schlepperbanden zahlen können.

Die Entwicklungshilfe und dieser Exodus stehen in direktem Zusammenhang: Wir haben den Exodus mit unseren Entwicklungshilfegeldern mit zu verantworten. Solange die Herrschenden mit Hilfsgeldern versorgt werden und die nach Europa Gesandten ihre Sozialhilfegelder nachhause schicken, wird sich in Afrika kein wirtschaftlicher Fortschritt einstellen.

Selbst in Afrika wächst der Widerstand gegen diese Hilfsgelder, gegenüber der unkontrollierten Ausschüttung und der moralisierenden Wohlstandsindustrie der NGO und der multilateralen Organisationen, die wir mit Schweizer Geldern unterstützen. Diese Organisationen müssen keine Rechenschaft ablegen, auch wenn ihre Projekte wirkungslos sind; Hauptache, das Geld fliesst.

Der ehemalige Präsident von Ruanda, Paul Kagame, hat es auf den Punkt gebracht: "Afrika braucht keine Babysitter. Je weniger sich die Welt um Afrika kümmert, desto besser geht es Afrika." Ruanda, einst ein Bürgerkriegsland, ist heute das demokratisch geführte und wirtschaftlich weit entwickelte Vorzeigeland Afrikas, ein Land, das sich aus eigener Kraft aus den Fängen der kolonialen Bevormundung des Westens befreien konnte.

Statt Gelder undurchsichtig im Korruptionssumpf versickern zu lassen, soll auf eine wirtschaftliche Unterstützung im Privatsektor gesetzt werden, die messbar und nachhaltig ist.

Treten Sie nicht auf das Geschäft ein und unterstützen Sie den Rückweisungsantrag. Das gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, die IZA endlich echt zu modernisieren: weg von einer Entwicklungshilfe, die die Leute umerziehen soll, hin zu einem Fortschritt mit wirtschaftlichen Partnerschaften im Privatsektor, die unter Wahrung unserer Neutralität und unserer humanitären Tradition an klare Bedingungen zur Demokratieförderung geknüpft sind.

Schneider-Schneiter Elisabeth (M-E, BL): Bitte treten Sie auf das Geschäft ein und lehnen Sie den Rückweisungsantrag der Minderheit Rüegger ab.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Entwicklungs- und wirtschaftliche Zusammenarbeit, humanitäre Hilfe und die Förderung des Friedens und der Menschenrechte, das sind die Ziele, an welchen sich die IZA-Strategie orientiert, und das sind Ziele, welche einen unmittelbaren Einfluss auf unser Land haben. Eine kluge internationale Zusammenarbeit geschieht aus Solidarität, sie liegt aber auch im ureigenen Interesse unseres Landes. Warum? Entwicklungs- und wirtschaftliche Zusammenarbeit generiert Einkommen, Einkommen schafft ein menschenwürdiges Leben, und ein menschenwürdiges Leben verhindert Migration.

Die humanitäre Hilfe gehört zur DNA der Schweiz. Sie entspricht dem verfassungsmässigen Auftrag, Menschen zu helfen, welche sich aufgrund von Krisen, Konflikten oder Naturkatastrophen in einer Notlage befinden.

Multilateralismus ist für ein kleines Land wie die Schweiz unerlässlich. Die Schweiz braucht Verbündete. Gera-de in einer Zeit, in der geopolitische Machtpolitik erstarkt, gilt es im Verbund mit gleichgesinnten Nationen das multilaterale System aktiv mitzugestalten und sich den Versuchen autoritärer Staaten zu widersetzen, unsere Werte zu untergraben.

Lassen Sie mich noch einige Punkte hervorheben:

Für die Mitte ist die Berücksichtigung der Migration als Schwerpunkt seit Jahren ein Anliegen und soll weiterhin gebührend in allen Instrumenten und Wirkungsräumen der IZA abgebildet werden. Hierfür könnten spezifische Programme in Zusammenarbeit mit dem SEM erarbeitet werden, mit der klaren Zielsetzung, die irreguläre Migration nachhaltig einzudämmen.

Erfreulich ist aus Sicht der Mitte-Fraktion, dass beim Ziel der Wirtschaftsentwicklung die Zusammenarbeit mit dem Privatsektor weiter ausgebaut wird. Die Mitte-Fraktion vermisst jedoch, wie bereits in der vorausgegangenen Strategie, ein klares Bekenntnis für den Einbezug von Schweizer Unternehmen hinsichtlich der Umsetzung dieses Ziels.

Insgesamt regt die Mitte-Fraktion an, auch mit Blick auf die angespannte finanzpolitische Lage, den thematischen Fokus über den kommenden Strategiezeitraum schrittweise zu überprüfen und noch stärker am Mehrwert der Schweizer IZA auszurichten. Ebenfalls mit Blick auf den angespannten Finanzhaushalt schlägt die Mitte-Fraktion vor, dass der geografische Fokus weiter verengt wird. Der Fokus soll sich auf die Regionen konzentrieren, bei denen ein langfristiges Interesse der Schweiz besteht, beispielsweise dort, wo Migration entsteht. Die Mitte stellt sich weiter auf den Standpunkt, dass Migration, Sicherheit und Wirtschaft Bereiche bilden, welche bei der Auswahl von Schwerpunktländern eine vordergründige Rolle spielen müssen.

Gestatten Sie mir noch eine Bemerkung zur Ukraine-Hilfe. Die Mitte-Fraktion begrüsst ein langfristiges und gezieltes Engagement zugunsten der Ukraine im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit und des Wiederaufbaus. Sie hätte es begrüsst, wenn die Mehrausgaben zugunsten der Ukraine separat ausgewiesen worden wären. Aufgrund der angespannten finanziellen Lage kommen wir jedoch nicht darum herum, diese Kosten innerhalb des vorliegenden Rahmenkredits zu kompensieren. Gerade weil die Ukraine-Hilfe den Rahmenkredit stark belastet, muss aber auf weitere Kürzungen zulasten bestehender Projekte verzichtet werden.

Zum Schluss: Die Schweiz beteiligt sich an der internationalen Zusammenarbeit in erster Linie aus Solidarität, weil kein Land Armut und globale Herausforderungen alleine bewältigen kann. Sie beteiligt sich an der internationalen Zusammenarbeit aber auch aus wohlverstandenem Eigeninteresse, weil Sicherheit, Wohlstand und Lebensqualität in der international stark vernetzten Schweiz von den weltweiten politischen, wirtschaftlichen und ökologischen Entwicklungen abhängen.

Die Mitte-Fraktion ist deshalb für Eintreten auf die vorliegenden Bundesbeschlüsse und lehnt den Rückweisungsantrag der Minderheit Rüegger ab.

Badertscher Christine (G, BE): Das aussenpolitische Umfeld ist schwierig geworden. Aufgrund des Angriffs-kriegs

AB 2024 N 2160 / BO 2024 N 2160

gegen die Ukraine, der Kriege in Gaza und im Sudan, der anhaltenden Spannungen im Balkan und im Sahel wird heute von einem Krisenbogen rund um Europa gesprochen.

In der Strategie der internationalen Zusammenarbeit steht, dass sich die Zunahme der Krisen mittel- und langfristig direkt auf die Sicherheit und die Unabhängigkeit der Schweiz auswirken wird. So hat alt FDP-Ständerat Felix Gutzwiller in der "NZZ" richtigerweise geschrieben, dass die Entwicklungszusammenarbeit Präventionsarbeit und im Interesse der Schweiz ist, aus wirtschaftlichen Gründen, jedoch auch aus sicherheitspolitischen Gründen. Entwicklungszusammenarbeit ist nachhaltige Sicherheitspolitik. Sie fördert Frieden und Sicherheit, bevor Krisen entstehen, indem sie Arbeitsplätze und somit Perspektiven schafft, damit die Jungen sich nicht terroristischen Gruppen anschliessen müssen, weil sie keine andere Wahl haben. Die internationale Zusam-



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



menarbeit ist eine Brandschutzmassnahme, wie es Bundesrat Cassis in der Kommission richtig gesagt hat. Deshalb darf sie nicht kaputtgespart werden.

In der Debatte hören wir immer wieder, dass die Entwicklungszusammenarbeit masslos gewachsen sei, sich sogar verdreifacht habe. Dabei werden zwei verschiedene Kerngrößen vermischt: die APD-Quote inklusive Asylkosten und die direkten Ausgaben für die internationale Zusammenarbeit, über die wir hier diskutieren. Eine Kürzung dieser Verpflichtungskredite im Umfang von 1 Milliarde Franken hätte, zusammen mit der vorgesehenen Umschichtung der Mittel für die Ukraine, zur Folge, dass wir für den globalen Süden ein Viertel weniger Mittel zur Verfügung hätten. Damit würde sich die Schweiz von ihrer humanitären Tradition verabschieden.

Deshalb bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und die Mittel für die internationale Zusammenarbeit nicht weiter zu kürzen.

Walder Nicolas (G, GE): La coopération internationale est au cœur de la politique étrangère de la Suisse, un petit pays qui joue pourtant, grâce à elle d'ailleurs, un rôle majeur sur la scène diplomatique mondiale. Elle est essentielle non seulement pour des raisons de solidarité, mais aussi pour garantir la stabilité et la sécurité à l'échelle internationale. C'est ainsi qu'à l'heure où la majorité de ce Parlement a les yeux rivés sur le renforcement de notre sécurité, avec l'augmentation programmée des budgets de l'armée, il serait bon de se rappeler que notre chère sécurité dépend aussi, largement, de l'ordre international, et que l'un des trois objectifs de notre armée, d'ailleurs, est justement de promouvoir la paix, car la paix n'est pas seulement un idéal, mais aussi une condition de la prospérité. Oui, Mesdames et Messieurs, un monde instable réduit les opportunités économiques pour la Suisse. Il n'est pas nécessaire d'évoquer ici l'impact sur nos chaînes d'approvisionnement de l'insécurité en mer Rouge, pour le rappeler.

Dans ce contexte, l'aide humanitaire et l'assistance au développement permettent à la Suisse non seulement de contribuer à sauver des vies et à stabiliser des régions, mais aussi de créer un environnement propice aux échanges commerciaux. En aidant les pays en développement à sortir de la pauvreté et à renforcer leurs institutions et infrastructures, elle crée de nouveaux marchés pour les produits suisses et garantit des partenariats durables. Même l'ancien président de la Confédération, l'UDC Ueli Maurer, l'avait compris lorsque, en 2021, il soulignait l'importance de la stabilité mondiale pour les intérêts économiques suisses, rappelant que "paix et prospérité vont de pair". Il insistait alors sur la nécessité pour la Suisse de continuer à investir dans la diplomatie pour prévenir les conflits, car un monde sans paix compromettrait la croissance économique.

En somme, la coopération internationale est essentielle à la fois à la survie et à la dignité de millions de personnes, mais aussi à notre prospérité et notre sécurité. A l'heure où les crises se multiplient et où notre continent est en proie à une guerre d'invasion majeure, il serait pour les Verts totalement irresponsable de couper les moyens alloués à ce pilier essentiel de notre défense, de la promotion de la paix et de la stabilité. Ainsi, le groupe des Verts votera pour l'entrée en matière, car nous avons besoin d'une stratégie de coopération internationale solide pour les quatre prochaines années. En conséquence, nous rejetterons les propositions Rüegger de non-entrée en matière et de renvoi au Conseil fédéral.

D'une manière générale, nous soutiendrons en revanche toutes les propositions, de majorité comme de minorité, qui visent à renforcer les moyens alloués à la coopération internationale, ce qui est, comme je l'ai expliqué, dans l'intérêt direct de notre pays. Toutefois, j'aurai l'occasion de vous présenter nos positions plus en détail tout à l'heure.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Le groupe socialiste soutiendra l'entrée en matière sur la stratégie de coopération internationale 2025–2028 et refusera le renvoi du projet au Conseil fédéral proposé par l'UDC. Les socialistes soutiennent une politique de coopération internationale engagée et durable. Nous sommes convaincus qu'une telle politique, dotée de suffisamment de moyens, fait partie de la politique de sécurité. La coopération au développement est une contribution à la stabilité du monde. La Suisse veut-elle s'effacer ou s'affirmer sur le plan international?

Les programmes mis en oeuvre par la Suisse, notamment dans un certain nombre de pays africains, contribuent efficacement à lutter contre la pauvreté et à mettre en place des structures stables. C'est un facteur qui permet de limiter la migration, car les populations précarisées de manière chronique ne quittent pas leurs pays par plaisir, mais recherchent simplement une vie plus digne. De la même manière, il est absurde de vouloir conditionner l'aide au développement à des accords de réadmission de certains migrants. Une telle mesure n'aura pas forcément d'effet sur les Etats concernés, mais sanctionnera injustement les populations locales qui seront privées d'un autre soutien.

En 2011, le Parlement s'était engagé à atteindre l'objectif de 0,5 pour cent du revenu national brut dans l'aide



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



publique au développement, pour respecter les engagements internationaux de la Suisse. En 2015, cet objectif a été presque atteint. Mais en 2023, ce taux n'était plus que de 0,43 pour cent. Nous proposons maintenant de le porter à nouveau à 0,5 pour cent, mais il faudrait plutôt s'orienter vers un objectif de 0,7 pour cent. La coopération au développement n'est pas qu'un acte de solidarité envers les pays les plus vulnérables. Elle procure aussi des débouchés à l'économie suisse. Il y a ainsi une corrélation entre les pays où se concentre la coopération du SECO et les accords de libre-échange avec la Suisse: la coopération prépare le terrain et contribue à donner un capital de sympathie à la Suisse.

Il faut aussi prendre en compte une nouvelle donne, à savoir le dérèglement climatique, qui va obliger des populations à migrer vers des régions plus clémentes. De plus, ce phénomène ne peut pas être réglé par la Suisse de manière isolée et il ne sert à rien de se réfugier derrière ses frontières. Dans ce domaine aussi, un minimum de solidarité est indispensable. Les pandémies ne connaissent pas de frontières non plus, et il est nécessaire de se coordonner au niveau mondial pour trouver des solutions collectives, notamment pour organiser la distribution équitable des vaccins.

Nous vivons une époque de conflits et de crises régionales qui entraînent de l'instabilité. La Suisse a la chance de vivre dans un environnement de paix, et il est légitime de partager un peu de notre prospérité. La coopération au développement reste le moyen le plus efficace de prévenir les conflits armés et la pauvreté.

Le groupe socialiste vous recommande donc d'entrer en matière sur le projet et de soutenir ses propositions de minorité.

Rumy Farah (S, SO): Die SP-Fraktion unterstützt die vorliegende Strategie der internationalen Zusammenarbeit. Auch wenn wir klar der Ansicht sind, dass die Schweiz in diesem Bereich mehr tun könnte und müsste, sprechen wir uns ebenso klar für das Eintreten und gegen den Minderheitsantrag aus der SVP-Fraktion aus. Ein Nichteintreten würde laufende Programme gefährden und die erfolgreiche internationale Zusammenarbeit der Schweiz in unsichere Gewässer führen.

AB 2024 N 2161 / BO 2024 N 2161

Für eine wirkungsvolle internationale Zusammenarbeit braucht es ausreichende Mittel. Die vorliegende Strategie verfehlt jedoch das internationale Ziel von 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens für die IZA deutlich und schlägt vor, gerade mal knapp die Hälfte davon, 0,34 Prozent, aufzuwenden. Und dennoch gibt es Kräfte in diesem Saal, die diese Mittel weiter kürzen wollen. Das ist das Ziel des zweiten Minderheitsantrages aus der SVP-Fraktion: eine Kürzung der Mittel der IZA zugunsten der Armee.

Die IZA in ein Sparkorsett zu zwingen, hat nichts mit echter Sicherheitspolitik zu tun. Internationale Zusammenarbeit ist nämlich wahre Sicherheitspolitik. Echte Sicherheitspolitik baut auf Prävention statt auf Eskalation, auf Zusammenarbeit statt auf Militarisierung. Friedensförderung, Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe tragen wesentlich zur globalen Stabilität bei. Konflikte entstehen aus sozialer Ungerechtigkeit, wirtschaftlicher Not und Perspektivlosigkeit. Wer diese Ursachen bekämpft, schafft die Grundlage für nachhaltigen Frieden. Sicherheit entsteht nicht durch mehr Geld für die Armee, sondern durch wirtschaftliche Stabilität, Bildung und internationale Zusammenarbeit.

Die Entwicklungszusammenarbeit rettet Leben, verhindert Konflikte und Migration und stärkt die globale Stabilität. Diese Mittel zu kürzen wäre nicht nur unmenschlich, sondern auch sicherheitspolitisch fatal. Wer dennoch diesen Weg einschlägt, betreibt Populismus auf Kosten der Ärmsten und gefährdet langfristig auch unsere eigene Sicherheit. Wenn wir bei der IZA kürzen, werden Menschen sterben.

Vergessen Sie nicht die humanitäre Tradition der Schweiz. Die reiche und privilegierte Schweiz hat nicht nur die Möglichkeit, sondern auch die moralische Verantwortung, diesen Menschen zu helfen. Die internationale Zusammenarbeit ist eines der zentralen Instrumente der Schweizer Aussenpolitik. Sie ist unsere Verpflichtung, unsere Visitenkarte und unser Beitrag zu Frieden und Stabilität in einer immer unsicherer werdenden Welt.

Weber Céline (GL, VD): La coopération internationale est un rouage important de la politique extérieure de la Suisse. La Suisse, pays qui a vu naître la Croix-Rouge, a une grande tradition humanitaire. C'est dans notre ADN que d'apporter notre contribution pour aider les plus démunis et participer aux efforts à travers le monde pour combattre la pauvreté.

Mais au-delà de cette solidarité, la coopération internationale, ce n'est pas juste être gentils vis-à-vis de populations plus fragilisées que la nôtre. La coopération internationale est un outil diplomatique important qui sert les intérêts de notre propre pays, nos intérêts à nous tous.

Plusieurs grands défis que nous traversons actuellement, comme le réchauffement climatique, la migration, les conflits ou encore le terrorisme, sont des défis globaux, pour lesquels il faut réfléchir à une solution à une



04.03.2025

7/17



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



échelle qui dépasse le simple territoire suisse, à une échelle internationale plus vaste, en coopération avec nos partenaires.

En effet, la Suisse, que cela nous plaise ou non, n'est non seulement pas épargnée par ces défis, mais en plus elle ne pourra pas les résoudre toute seule. Elle en subit tout autant les conséquences que les autres pays du monde, et nous ne pouvons pas faire comme si cela ne nous concernait pas. Notre prospérité tout comme notre sécurité dépendent largement des liens que nous entretenons avec d'autres pays.

Si la Suisse est aujourd'hui ce qu'elle est, c'est aussi parce qu'elle a toujours su prendre ses responsabilités et apporter sa contribution en matière d'aide humanitaire, d'aide au développement, de coopération économique ou encore de promotion de la paix. En effet, c'est grâce à notre engagement que la Suisse est considérée comme un partenaire fiable. Cette fiabilité participe pleinement de notre prospérité et de notre sécurité.

Vous l'aurez compris, le groupe vert/libéral vous invite à entrer en matière.

Flach Beat (GL, AG): Die internationale Zusammenarbeit ist nicht nur ein Ausdruck der Solidarität und der humanitären Tradition der Schweiz, sondern auch eine Investition in unseren Frieden, unseren Wohlstand und unsere Sicherheit. In einer globalisierten Welt, in der Herausforderungen wie Klimawandel, Migration, Konflikte und Terrorismus keine Grenzen kennen, dient die IZA als unverzichtbares Instrument der Schweizer Aus senpolitik. Ihre vier Säulen – humanitäre Hilfe, Entwicklungszusammenarbeit, wirtschaftliche Kooperation und Friedensförderung – tragen dazu bei, globale Krisen zu bewältigen und die Schweiz als verlässliche Partnerin und nicht zuletzt auch als wirtschaftliche Handelspartnerin zu positionieren.

Eine Kürzung der Vierjahreskredite oder eine Rückweisung des Geschäfts würde nicht nur unsere Aussen politik empfindlich schwächen, sondern auch den Schweizer Beitrag zur Stabilität und Sicherheit weltweit gefährden. Die Minderheit, die das Geschäft zurückweisen oder gar nicht erst darauf eintreten will, hat vor allen Dingen das Beispiel Afrika aufgeführt. Afrikas wirtschaftliche Entwicklung zeigt positive Trends wie robustes Wachstum, technologischen Fortschritt und demografisches Potenzial. Gleichzeitig bleibt der Kontinent mit Herausforderungen wie Armut, Arbeitslosigkeit, Klimawandel und gewalttätigen Konflikten konfrontiert, die letztlich auch nach Europa und in die Schweiz überschlagen können. Die langfristige Stabilität und Pros pe rität Afrikas hängen von der Bewältigung dieser Herausforderungen sowie von der erfolgreichen Umsetzung regionaler und globaler Handels- und Entwicklungsstrategien ab.

Die Schweiz ist darin stark und macht das auch koordiniert mit der Europäischen Union. Wir sollten unseren Nachbarkontinent, der in der Zukunft ein ganz wichtiger Wirtschaftspartner sein wird und für unseren Frieden und unsere Sicherheit elementar wichtig ist, nicht einfach chinesischen oder anderen Einflussnehmern überlassen, die in der Entwicklung eine ganz eigene Strategie verfolgen und überhaupt nicht den Nachhaltig keitszielen, wie sie die Schweiz vorbringt, folgen.

Der Fokus der Schweiz auf humanitäre Hilfe und Friedensförderung ergänzt die umfassenden wirtschaftlichen Entwicklungsprogramme der Europäischen Union. Das ist wichtig, weil die Schweiz Teil Europas und seiner Sicherheitspolitik ist. Die Schweiz teilt die Migrationsprobleme Europas und die generellen Probleme wie Armut, Krieg, Gewalt und wankende Demokratien auf der ganzen Welt. Um Demokratien und Rechtsstaaten zu stärken und für die Menschen Möglichkeiten zu schaffen, an ihrem Ort wohlhabend zu werden und eine gute Gesundheit zu haben, braucht es Frieden, wirtschaftliche Stabilität und Unterstützung – keine Göttis, keine Hebammen, sondern Unterstützung auf Augenhöhe, so, wie die Schweiz das vorlebt.

Ich bitte Sie daher, einzutreten und den Rückweisungsantrag wie auch die Kürzungsanträge im Interesse der Schweiz abzulehnen.

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich äussere mich zu den Zahlen und Fakten, also zu dem, was die Basis unserer Entscheide sein sollte, auch und gerade wenn es um die Strategie der internationalen Zusammenarbeit geht. In der gestrigen Budgetdebatte zur Entwicklungshilfe bekamen wir hier im Rat Anleitungen zur Diskussions kultur. Ich zitiere aus einem Votum: "Gefühle haben in den Budgetdiskussionen nichts zu suchen." War etwa Fräulein Rottenmeier, die gestrenge Dame aus Johanna Spyris Buchklassiker "Heidi", bei uns zu Besuch? Nein, es waren die Worte von Tamara Funiciello, der selbsternannten Gouvernante dieses Rates. Wer die Budgetdebatte verfolgte, nahm nebenbei nüchtern zur Kenntnis, dass hier im Saal und draussen in den Medi en wohl niemand derart emotional politisierte wie Tamara Funiciello.

Aber gut, wenn wir für eine Sache jedes Jahr viele Milliarden Franken der Steuerzahler ausgeben, hilft es, die Sache nüchtern anzugehen. Es macht Sinn, die Zahlen rational zu analysieren. Ich habe das mit den Geldern, die an die sogenannten NGO gehen, und mit der APD-Quote getan. APD ist die Abkürzung für "Aide publique au développement", also für die öffentliche Entwicklungshilfe.

Kommen wir zuerst zu den sogenannten NGO, also zu den Nichtregierungsorganisationen, dem Tummelfeld



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



von Frau Funiciello und Co. Dazu sage ich Ihnen vorweg: Streichen Sie das "N" für "Nichtregierung". Es ist faktisch falsch. Warum?

AB 2024 N 2162 / BO 2024 N 2162

Vor ein paar Jahren antwortete der Bundesrat auf meine Frage 16.5258, dass die staatliche Agentur DEZA im Jahr 2015 sogenannte Programmbeiträge im Umfang von 112 Millionen Franken an Schweizer NGO geleistet hatte. Ein paar Jahre später steckt noch mehr Government in den Nichtregierungsorganisationen. "Government" heisst Steuergeld, die Programmbeiträge heissen neu "Kernbeiträge". Dafür hat die DEZA im Jahr 2023 insgesamt 131 Millionen Franken ausbezahlt. Dieses Geld geht meistens und vornehmlich in die Wasserköpfe der Organisationen.

Frau Badertscher, Sie haben die "NZZ" zitiert. Ich zitiere sie auch. Ich finde es durchaus interessant, was die "NZZ" im letzten Jahr zu den NGO schrieb: "1,2 Milliarden Franken. So viel hat der Bund [...] 2017 bis 2020 an Schweizer Nichtregierungsorganisationen gezahlt." Ich präzisiere: Die "NZZ" hat neben den Kernbeiträgen auch Geld für Projekte mit eingerechnet. Sie schreibt sehr klar, dass es ein Problem sei, dass sich Hilfswerke zunehmend in die Politik einmischten. Solidar Suisse zum Beispiel habe so Bundesbeiträge in eigene Abstimmungskampagnen gesteckt. Bei Solidar Suisse sitzt Frau Funiciello im Vorstand, zusammen mit zwei weiteren eidgenössischen SP-Parlamentariern; einer davon, Ständerat Carlo Sommaruga, ist ihr Präsident. Die "NZZ" schreibt zu Solidar Suisse und Konsorten, ein guter Teil der Hilfswerke und Co. betreibe neben ihrer eigentlichen Arbeit auch politischen Aktivismus und habe sich zu einem Machtfaktor entwickelt. Es handle sich um eine "hervorragend vernetzte Lobby, die im Bundeshaus über enormen Einfluss verfügt und durchaus auch eigene Interessen verfolgt". Für die "NZZ" sind "viele hiesige Nichtregierungsorganisationen [...] heute die verlängerten Arme der Linksparteien".

Nun, zum Zweiten habe ich mir, wie gesagt, die sogenannte APD-Quote verschiedener Länder angeschaut. Die OECD schreibt zu dieser Quote: "L'OCDE est la seule source de statistiques fiables, comparables et complètes sur l'aide publique au développement (APD)."

Die APD-Quote der Schweiz beträgt 0,6 Prozent. Sie haben die Sprecherin der SP-Fraktion gehört, die, ohne rot zu werden, von 0,34 Prozent gesprochen hat. Da bin ich schon erstaunt. Es waren im letzten Jahr 4,64 Milliarden Franken; das ist über eine Milliarde mehr als zwei Jahre vorher. Unser Land gab im letzten Jahr in absoluten Zahlen und in Prozenten des Bruttonationaleinkommens, also der Wirtschaftsleistung, für die IZA so viel Geld aus wie noch nie zuvor. Länder wie Finnland, Frankreich, Japan, Kanada, Österreich und die USA liegen ganz, ganz klar hinter uns.

Darum zum Schluss meine Bitte an die linke Seite im Rat: Werden Sie endlich ehrlich. Werfen Sie hier nicht solche Zahlen in den Raum – die Journalisten schreiben sie noch ab. Anerkennen Sie die Fakten, verwenden Sie richtige Zahlen. Hören Sie bitte auf, den Menschen im Land völlig falsche Dinge zur APD zu erzählen. Hören Sie auf, unser Land im Ausland schlechtzumachen, indem Sie sagen, dass wir nichts leisten würden. Das ist Lug und Betrug.

Jost Marc (M-E, BE): Herr Kollege Büchel, ich habe eine kritische Frage. Ehrlichkeit und Glaubwürdigkeit sind sehr gute Stichworte. Sie erwähnten einen Fall, bei dem Geld von einer NGO für politische Einflussnahme verwendet wurde. Ist Ihnen bekannt, dass seit vier Jahren, genau aufgrund dieses Vorfalls, keine Bundesmittel mehr in die Sensibilisierungsarbeit von NGO in der Schweiz fliessen?

Büchel Roland Rino (V, SG): Ich habe aus der "NZZ" zitiert und gesagt, was die "NZZ" geschrieben hat. Mir ist vor allem bekannt, dass in den letzten acht Jahren die Gelder für NGO von 112 Millionen auf 131 Millionen Franken angewachsen sind. Mir ist auch sehr wohl bekannt, dass Leute aus diesem Rat in diesen NGO drin hocken und dennoch so tun, als ob es unabhängige NGO wären, dass sie über diese NGO Politik machen, mit Geldern der Steuerzahler, die nichts dafür können, die gar nicht wissen, wie ihre Gelder verwendet werden. Ich finde das sehr, sehr, sehr schlecht.

Grüter Franz (V, LU): Herr Büchel, ich habe eine Frage. Sie sind ja ein Experte für Aussenpolitik. Die Schweiz bezahlte im Rahmen der IZA in den letzten fünf Jahren Darlehen im Umfang von 100 Millionen Franken aus. Diese Darlehen wurden allesamt niemals zurückbezahlt, sie wurden vollständig abgeschrieben, sie flossen in Fonds hinein. Gehen Sie mit mir einig, dass hier noch ein grosses Potenzial besteht, entgegen den Aussagen von der linken Seite? Stimmen Sie der Annahme zu, dass wir hier eben noch viel Sparpotenzial haben und solche Leerläufe vermeiden sollten?

Büchel Roland Rino (V, SG): Selbstverständlich gilt es an verschiedenen Orten zu schrauben. Diese Milliarde



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Franken, die in den letzten zwei Jahren zusätzlich ausgezahlt wurde, ist eine enorme Summe. Und hinzu kommen ja noch Gelder, die später abgeschrieben werden, Gelder, die gar nicht als Ausgaben ausgewiesen und dann irgendwann abgeschrieben werden, aber bei uns quasi als Vermögen im Budget enthalten sind. Solche Gelder gibt es leider auch bei grossen internationalen Organisationen, wenn wir international Geld sprechen, das wir überhaupt nicht mehr kontrollieren können.

Badran Jacqueline (S, ZH): Kollege Büchel, Sie haben vorhin gesagt, die Organisationen der Entwicklungszusammenarbeit seien der verlängerte Arm der Linksparteien. Jetzt ist meine Frage an Sie: Ist dann Ihre Partei der verlängerte Arm von Economiesuisse, des Arbeitgeberverbandes, des Hauseigentümerverbandes, des Gewerbeverbandes, des Bauernverbandes, von Swissoil und der Autoindustrie? Ich habe nur einige genannt.

Büchel Roland Rino (V, SG): Schade, dass Sie den Gewerbeverband vergessen haben.

Badran Jacqueline (S, ZH): Den habe ich erwähnt.

Büchel Roland Rino (V, SG): Sie haben ihn also erwähnt. Darüber bin ich sehr froh, denn ich glaube tatsächlich, dass wir die Partei sind, die sich für das Kleingewerbe einsetzt, also für die Menschen im Land, die arbeiten. Bei Ihrer Partei habe ich natürlich schon sehr grosse Zweifel, wenn ich sehe, wie diese 131 Millionen Franken offenbar mit Genuss in riesige Wasserköpfe verteilt werden. Die 131 Millionen sind ja nur der Anfang. Dann fangen die NGO an, Projekte zu machen. Sie sind gegenüber anderen Playern ganz klar im Vorteil, weil sie alle Beziehungen haben. Dies nutzen sie noch aus und kommen nachher auf eine Summe, welche die "NZZ" mit 1,2 Milliarden Franken beziffert. Ich würde jede Wette machen, dass die Summe, wenn man eine Neuauswertung machen würde, um einiges höher wäre. Verlängerte Arme mag es also geben – ich glaube, der verlängerte Arm sitzt links.

Friedl Claudia (S, SG): Herr Büchel, schämen Sie sich nicht, dass Sie hier Leute beschimpfen, die sich auf eine gute Art einsetzen?

Büchel Roland Rino (V, SG): Also, ich weiss nicht, was Sie meinen. Wenn Sie denken, dass die Worte von Frau Funiciello hier drin, in den sozialen Medien und in den Medien – man bringe Leute um, oder Menschen würden sterben – grossartige Worte waren, nur weil wir hier zu den Sachen schauen und weil, es wurde auch von Frau Rumy gesagt, die Schweiz im letzten Jahr 1 Milliarde Franken mehr ausgegeben hat, dann möchte ich das Urteil abgeben: Diese Art von Aussage ist eine grössere Beleidigung – ich weiss allerdings nicht, wo ich jemanden beleidigt haben sollte. Ich habe einfach etwas dargelegt, und das, was ich gesagt habe, ist keine Beleidigung.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH): Ich kann es vorwegnehmen: Die FDP-Fraktion wird für Eintreten stimmen, und sie wird gegen die Rückweisung stimmen. Auch wir sind davon überzeugt, dass internationale Entwicklungszusammenarbeit eine wichtige Verpflichtung unseres Landes gegenüber der internationalen Gemeinschaft ist. Die Strategie, die uns der Bundesrat jetzt vorlegt, ist auch auf einer Linie mit der Strategie der Aussenpolitik. Es geht nämlich nach wie vor um diese

AB 2024 N 2163 / BO 2024 N 2163

Schwerpunktregionen und Länder: Subsahara-Afrika, Nordafrika, den Mittleren Osten, Asien und Osteuropa. Was wir in diesem Kontext nicht ganz verstehen, ist, dass vor allem von der linken Seite kritisiert wird, dass die Ukraine-Hilfe hier hineingenommen wird. Die Ukraine gehört zu Osteuropa und grenzt an Asien. Wenn wir heute die Schwerpunkte Richtung Ukraine verlagern, dann tun wir das zum Teil mit Projekten, wie wir sie sonst in Afrika machen: die Schulen wieder aufbauen, die Gesundheitsinfrastruktur wieder aufbauen. Wir finden es unredlich, wenn behauptet wird, man mache hier einen Abbau. Man macht keinen Abbau, man macht eine Verschiebung.

Die Wirkung, die Qualität und die Nachhaltigkeit der Schweizer Projekte, die wir sehr schätzen – das ist auch ein Kompliment an unsere DEZA –, sind erstklassig. Das haben auch die Überprüfungen und die Zertifizierung gezeigt. Ich glaube, es wurden über 100 Projekte angeschaut. Nun zwingen uns aber die geopolitische Veränderung und die damit verbundenen kriegerischen Auseinandersetzungen zum Umdenken. Alle, die hier drin behaupten, diese Zusammenarbeit sei das Fundament des Friedens, der wirtschaftlichen Entwicklung, die Welt sei dadurch besser geworden, all die lesen, Entschuldigung, einfach Lehrbücher ab. Seit mehr als zehn Jahren zeigt uns die Realität, dass das so nicht mehr stimmt. Es stimmt so nicht mehr. Wir schaffen mit der internationalen Zusammenarbeit nicht mehr Frieden, es gibt nicht weniger Konflikte. Darum braucht es hier ein



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Umdenken. Die Welt hat sich verändert.

Wir stehen dahinter, dass es mehr Verknüpfungen braucht zwischen den schweizerischen Interessen und unseren Projekten im Ausland. Ich denke hier an die Migrationsausßenpolitik. Der Bundesrat hat das erkannt, wir werden das ebenfalls unterstützen. Weiterhin stehen wir dahinter, dass wir langfristige Projekte in humanitäre Hilfe umpolen müssen. Dass die Notwendigkeit dafür besteht, ist in der heutigen fragilen Welt halt auch sehr wahrscheinlich. Wenn ich von humanitärer Hilfe spreche, meine ich damit nicht nur die schnelle Nothilfe. Es gibt sehr wohl auch humanitäre Hilfe, die ein längerfristiges Projekt sein kann. Wir haben das mit der parlamentarischen Gruppe Schweiz-Kuba – ich sehe die Mitglieder hier im Saal – in Kuba angeschaut. Dort gibt es ausgezeichnete Beispiele für Projekte, die wir zu Ende führen konnten, die heute nachhaltig sind. Trotzdem braucht Kuba jetzt aber humanitäre Hilfe, weil zum Beispiel keine Medikamente mehr vorhanden sind und die Raten von Infektionen drastisch steigen.

Es ist unbestritten: Auch bei der internationalen Entwicklungshilfe ist eine Zeitenwende eingetreten. Es nützt nichts, wenn wir in diesem Rat einfach die Augen davor verschließen. Und ja, die Vorredner, zum Teil auch von der SVP, haben es zu Recht gesagt: Viele dieser Projekte – und das anerkennen heute auch die Verfasser vieler internationaler Studien – waren leider kontraproduktiv und haben Unrechtsregimes unterstützt.

Zum Schluss: Nur aus der Stärke heraus kann man den Schwachen helfen. Im heutigen Umfeld – mit unserer Armeebotschaft, mit einer nicht mehr verteidigungsfähigen Schweiz und einem nicht mehr verteidigungsfähigen Europa – müssen wir Prioritäten setzen. Erst wenn wir wieder sicher sind und auch militärisch wieder eine Dissuasion, eine abschreckende Wirkung, gegenüber Aggressoren haben, erst dann nützt auch die Entwicklungshilfe. Die Bundesmittel sind beschränkt; ich werde dann in der Detailberatung bei den einzelnen Zahlen ins Detail gehen. Wir brauchen hier ein Umdenken und auch eine Umschichtung. Es nützt nichts, wenn wir im Ausland überall helfen wollen, aber uns selber nicht mehr schützen können und den Gefahren ausgesetzt sind.

Ich bitte Sie und schaue dabei ein bisschen zur Mitte-Fraktion: Seien Sie kongruent zur Armeebotschaft, seien Sie kongruent zu den Budgetbeschlüssen von gestern und heute, und unterstützen Sie bitte auch die Streichung von einer Milliarde Franken in der IZA.

Cassis Ignazio, consigliere federale: Interverrà in due fasi del dibattito per esporre le mie riflessioni. Nella prima fase, quella della questione dell'entrata in materia, non entrerò nei dettagli delle singole proposte ma mi soffermerò semplicemente sulla proposta di minoranza di non entrata in materia e di un eventuale rinvio al Consiglio federale.

Am 22. Mai dieses Jahres hat der Bundesrat die Strategie der internationalen Zusammenarbeit 2025–2028 dem Parlament überwiesen. Der Bundesrat schlägt Ihnen einen Finanzrahmen von 11,27 Milliarden Franken vor. Damit bewegt er sich im selben Budgetrahmen wie bei den beiden vorangegangenen Strategien. Ich möchte in Erinnerung rufen, dass die Rolle der Ukraine in dieser neuen Strategie besonders nennenswert ist. Diese Unterstützung von 1,5 Milliarden Franken für die nächsten vier Jahre wurde innerhalb dieses Rahmenkredits entschieden.

Die Aussenpolitische Strategie 2024–2027, die als Musterstrategie gilt, hält fest: Die Welt ist im Wandel. Sie wird weniger global, weniger westlich und weniger demokratisch. Die Welt ist fragmentierter und unberechenbar geworden. Rund um Europa, von der Ukraine über den Nahen Osten bis hin zur Sahelzone, sehen wir einen Krisenbogen, den sogenannten "ring of fire". Die Freiheit, die Sicherheit, der Wohlstand der Schweiz und Europas sind nicht mehr selbstverständlich, wie wir es bis vor Kurzem gewohnt waren.

Gerade in Zeiten immer gröserer Unsicherheiten und vieler humanitärer Krisen müssen wir flexibel bleiben. Deshalb sieht der Bundesrat vor, den Anteil des Kredits für humanitäre Hilfe an den IZA-Ausgaben bis ins Jahr 2028 von einem Fünftel auf einen Viertel, von 20 auf 25 Prozent, zu steigern. Sie wissen, dass der Bundesrat die Sicherheit ganzheitlich denkt und behandelt. Auch Prävention ist somit wichtig, gerade im Hinblick auf geopolitische Auswirkungen. Mit der Friedensdiplomatie und der Entwicklungszusammenarbeit gehen wir die Ursache von Instabilität an und suchen Lösungen zur Wiederherstellung des Friedens.

La coopération internationale est ainsi un instrument qui permet à la Suisse d'apporter sa contribution face aux défis globaux. La coopération internationale finance des réponses concrètes à la pauvreté, au changement climatique, à la migration irrégulière et aux nombreux conflits. Elle apporte le soutien de la Suisse aux pays dans le but d'un développement durable.

Der Wohlstand der Schweiz als Exportland hängt von internationaler Stabilität ab; die IZA wirkt auch auf dieser Ebene. Auch ist sie Türöffnerin für bilaterale Beziehungen, sie ist Symbol für die Verlässlichkeit der Schweiz als Land der humanitären Tradition und als Gaststaat für internationale Lösungsfindung. Angesichts des oben



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



erwähnten "ring of fire" vor den Toren unseres Kontinentes und der vielen Brandstifter brauchen wir sowohl den Brandschutz als auch die Feuerwehr und dürfen eben die beiden nicht gegeneinander ausspielen.

Diese mehrjährigen Botschaften sind sorgfältig austariert, seien sie für die Armee, für den BFI-Bereich, für die Landwirtschaft, für die Kultur oder eben für die IZA. Aufgrund der angespannten Finanzlage des Bundes hat der Bundesrat darauf verzichtet, den Beitrag zum Wiederaufbau der Ukraine mit Mitteln ausserhalb der IZA zu finanzieren, was eine zusätzliche Priorisierung in dieser Strategieperiode darstellt. Die neue IZA-Strategie trägt der aktuellen geopolitischen Zeitenwende Rechnung. Der Ständerat hat dieser Strategie in der vorliegenden Form mit grosser Mehrheit zugestimmt.

Ich bitte Sie aus all diesen Gründen, dem Antrag des Bundesrates und dem Beschluss des Ständerates zu folgen, einzutreten und den Rückweisungsantrag nicht zu unterstützen.

Meier Andreas (M-E, AG): Sehr geehrter Herr Bundesrat, ich habe eine Frage zur Einschätzung der Statistik des Instituts aus Kiel. Sie beobachten das vermutlich. Dort wird der schweizerische Unterstützungsbeitrag für humanitäre Leistungen an die Ukraine mit dem Beitrag von Ländern mit gleichen Werten verglichen. Wie beurteilt der Bundesrat unsere Situation im Vergleich zu jener unserer Partnerländer mit gleichen Werten?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Vielen Dank für Ihre Frage. Mit der Genehmigung dieses Rahmenkredits ist die Beurteilung

AB 2024 N 2164 / BO 2024 N 2164

gut. Würde das Parlament diesen Rahmenkredit nicht genehmigen oder ihn kürzen, wäre es etwas heikler. Der Bundesrat hat sich ganz klar geäussert und sich dafür ausgesprochen, den Wiederaufbau in der Ukraine zu unterstützen. Über den Betrag für die nächsten zwölf Jahre hat er bereits entschieden, es sind 5 Milliarden Franken. Gleichzeitig hat er angesichts der Finanzlage keine ausreichenden Mittel, um sofort alles umzusetzen. Er hat deshalb entschieden, etappiert vorzugehen. Wir reden jetzt über die erste Etappe, das sind 1,5 Milliarden Franken für die nächsten vier Jahre. Werden diese Kredite genehmigt, müssen wir bei einem internationalen Vergleich nicht rot werden.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzter Herr Bundesrat, die DEZA hat geschrieben: "Die APD/BNE-Quote der Schweiz erreichte 2023 0,6 Prozent und stieg damit im Vergleich zum Vorjahr an [...]." 2022 war die Quote 0,56 Prozent. Ich habe diese Zahlen auch verwendet. Von der Sprecherin der SP-Fraktion und auch schon vorher in der Budgetdebatte habe ich immer wieder von 0,34 Prozent gehört. Wenn man international nach dem OECD-Standard misst – er ist von allen seit über fünfzig Jahren anerkannt -: Welche Zahl stimmt? 0,6 Prozent oder irgend etwas mit 0,3 Prozent?

Cassis Ignazio, Bundesrat: Es gibt viele Zahlen zur APD-Quote. Für jeden Zeitpunkt gibt es eine Zahl. Nur eine einzige Zahl zu nehmen, nützt nicht viel. Was nützt, ist, die Entwicklung der Kurve im Verlauf der Zeit anzuschauen. Tatsächlich erreichten wir letztes Jahr eine APD-Quote von 0,61 Prozent. Aber dann ist die Quote wieder gesunken. Im Durchschnitt liegt die APD-Quote bei rund 0,5 Prozent. Das entspricht den Werten der Vergangenheit.

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen über den Nichteintretensantrag der Minderheit Rüegger der APK-N ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.049/29860)

Für Eintreten ... 126 Stimmen

Dagegen ... 64 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag der Minderheit Rüegger der APK-N ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.049/29861)

Für den Antrag der Minderheit ... 64 Stimmen

Dagegen ... 126 Stimmen

(0 Enthaltungen)



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Präsidentin (Riniker Maja, Präsidentin): Die Detailberatung aller drei Vorlagen behandeln wir in einer einzigen Debatte. Die Anträge der Minderheit I (Gredig) der FK-N werden von Herrn Jost begründet.

Jost Marc (M-E, BE): Die Minderheit I der Finanzkommission vertritt die Meinung, dass der Verpflichtungskredit für die wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit 1,38 Milliarden Franken umfassen soll. Dieser Betrag entspricht dem revidierten Antrag des Bundesrates, dem Beschluss des Ständerates und auch dem Antrag der Aussenpolitischen Kommission. Die Minderheit stellt sich also gegen eine weitergehende Kürzung im Bereich der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit um 200 Millionen Franken.

Ähnlich verhält es sich beim Bundesbeschluss über die Finanzierung der Entwicklungszusammenarbeit, der humanitären Hilfe und der Unterstützung für die Ukraine und angrenzende Regionen. Hier beantragt Ihnen die Minderheit I (Gredig), einen Verpflichtungskredit von 9,66 Milliarden Franken gemäss dem revidierten Antrag des Bundesrates zu genehmigen. Auch dieser Antrag stiess im Ständerat auf Zustimmung. Die Mehrheit der Finanzkommission fordert hingegen weitergehende Kürzungen um 800 Millionen Franken über vier Jahre, dies entgegen dem Antrag der Aussenpolitischen Kommission.

Der Bundesrat hat in seinem neuen Antrag eine sorgfältige Abwägung getroffen und einen Gesamtbetrag von 11,3 Milliarden Franken für die Umsetzung vorgesehen. Dieser Betrag entspricht übrigens auch ungefähr den Botschaften, die Ihnen vor zwölf und vor vier Jahren vorlagen. Dieser Antrag stiess wie gesagt im Ständerat und in der APK-N auf Zustimmung. Dabei ist es wichtig, zu betonen, dass der angepasste Antrag des Bundesrates bereits einen Kompromiss darstellt und wir uns damit an der Schmerzgrenze der Strategie zur internationalen Zusammenarbeit bewegen. Die Überarbeitung des Bundesrates bedeutet, dass bei der humanitären Hilfe – ja, Sie hören richtig: bei der humanitären Hilfe; Sie finden das auf Seite 9 der Fahne – fast 500 Millionen Franken und bei der Entwicklungszusammenarbeit 780 Millionen Franken eingespart werden sollen; bei der Friedensförderung und der Stärkung der Menschenrechte ist eine Einsparung von 36 Millionen Franken, bei der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit schliesslich eine Reduktion von 210 Millionen Franken vorgesehen. Das ist die Anpassung gemäss Bundesratsantrag. Hinzu kommt, dass keine Anpassung an die Teuerung vorgenommen wird.

Wenn nun zusätzliche Einsparungen in der Höhe von einer Milliarde Franken vorgenommen würden, hätten wir eine äusserst schwierige Ausgangslage. Die gesamte Strategie würde damit infrage gestellt; das haben unsere Bundesräte in den vergangenen Tagen und Wochen mehrfach betont. Für die Schweiz, bekannt für ihre humanitäre Tradition, wäre das beschämend. Es würde zu mehr menschlichem Leid, mehr Armut, wirtschaftlicher Migration, Instabilität und letztlich eben auch mehr Unsicherheit führen.

Die Minderheit der Finanzkommission ist der Meinung, dass Sicherheitspolitik und Entwicklungspolitik eben auch über diese Botschaft hinaus zusammen gesehen werden müssen, wie zwei Flügel eines humanitären Flugzeugs, sei es eines der Armee oder einer anderen Institution. Gerade angesichts der aktuellen globalen Weltlage ist die Entwicklungszusammenarbeit wichtiger denn je. Wir würden hier als Schweiz ein enorm fragwürdiges Signal aussenden, wenn wir gerade jetzt um eine weitere Milliarde Franken kürzen würden.

Ich bitte Sie daher, dem Antrag des Bundesrates, dem Beschluss des Ständerates und dem Antrag der Mehrheit der Aussenpolitischen Kommission zu folgen. Unterstützen Sie den Antrag der Minderheit I (Gredig) der Finanzkommission, und verzichten Sie auf eine Kürzung um eine weitere Milliarde Franken.

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): Mes propositions de minorité visent à revenir, au minimum, au projet du Conseil fédéral, car, comme on a pu le dire en début de séance, lors du débat d'entrée en matière, pour le groupe socialiste, il est absolument indispensable de continuer à s'engager de manière durable en faveur de la coopération internationale. Pour nous, il ne s'agit pas seulement d'une question d'humanité: il s'agit aussi d'une question d'engagement de la Suisse et de sa réputation sur le plan international. Bien que nous ayons pu nous engager un peu plus les années précédentes, nous avons malheureusement vu, en 2023, que l'engagement de la Suisse avait déjà faibli. On est bien loin du 0,5 pour cent d'engagement international pour l'aide publique au développement, alors que beaucoup de pays vont plutôt vers 0,7 pour cent.

En ce sens, il y a eu beaucoup de coupes. Nos minorités demandent plus, parce qu'effectivement, nous avons estimé qu'il n'était pas juste non plus d'intégrer l'aide à l'Ukraine dans la coopération internationale, puisqu'il n'y a pas d'augmentation et que cela diminuera donc d'autant l'aide aux pays du Sud global, notamment des pays africains, où la Suisse est reconnue pour son activité et son engagement. C'est pourquoi nous avons toujours souhaité continuer à soutenir l'aide à l'Ukraine, mais pas au détriment de la coopération en faveur des pays du Sud.

Par conséquent, je vous demande de suivre mes minorités.

AB 2024 N 2165 / BO 2024 N 2165



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Büchel Roland Rino (V, SG): Chère collègue Fehlmann Rielle, vous avez encore prétendu que l'on était bien loin de 0,5 pour cent d'aide publique au développement (APD). Le conseiller fédéral a dit, il y a quelques minutes, que l'on était à 0,5 pour cent, voire plus, et que l'année passée, on était à 0,6 pour cent. Qui a raison?

Fehlmann Rielle Laurence (S, GE): D'après mes informations, en 2023, l'aide publique au développement était à 0,43 pour cent du revenu national brut. Ce n'est pas encore tout à fait 0,5 pour cent et ce n'est pas encore 0,6 pour cent. Avec les coupes prévues, nous ne nous approcherons pas des 0,5 pour cent. Je continue donc à prétendre que nous devrions nous engager encore beaucoup plus. C'est non seulement une question d'humanité, mais aussi de sécurité globale et de stabilité mondiale.

Rüegger Monika (V, OW): Mit meinem Minderheitsantrag sollen bei der Entwicklungshilfe für die kommenden vier Jahre 2 Milliarden Franken eingespart werden, was 500 Millionen Franken pro Jahr ergibt. Über vier Jahre geben wir insgesamt 4,3 Milliarden Franken aus. Diese Einsparung widerspiegelt den Willen des Ständerates zur Ertüchtigung der Armee, die Sparvorschläge der vom Bundesrat beauftragten Expertengruppe um den Sozialdemokraten Serge Gaillard und die gestern im Budget beschlossenen Kürzungen bei der Entwicklungshilfe.

Alle anderen Minderheitsanträge, die Mehrausgaben fordern, lehnt die SVP-Fraktion ab.

Weiter will meine Minderheit, dass bei der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit und der Entwicklungshilfe die Wahrung der Unabhängigkeit und die Förderung der Demokratie zentrale Ziele der internationalen Zusammenarbeit sind. Das Vorhandensein von demokratischen Verhältnissen ist jedoch für die IZA bei der Wahl der Schwerpunktländer heute kein Kriterium. Unter den 45 Schwerpunktländern der IZA befinden sich mindestens 11 Länder mit geschlossenen Autokratien. In diesen Ländern gibt es also keine Mehrparteienwahlen, und sie werden meist diktatorisch regiert. Eine Reformbereitschaft und der Wille zur Zusammenarbeit im Bereich der Demokratieförderung sind in autokratischen Ländern meistens nicht gegeben. Zu solchen Ländern gehören unter anderem Afghanistan, Mali und Syrien. Das betrifft wohlverstanden die Schwerpunktländer der bilateralen Entwicklungshilfe bei der DEZA und beim SECO. Es geht dabei nicht um die humanitäre Hilfe und nicht um die Programme der Friedensförderung.

Es kann doch nicht Ihr Ernst sein, dass wir Herrscher und Diktatoren von Unrechtsstaaten mit Entwicklungshilfegeldern unterstützen, die im Gegenzug ihre eigenen Landsleute nach Europa vertreiben, von wo sie einen Teil der Sozialhilfe nachhause schicken müssen. Und schliesslich weigern sich diese Länder, die eigenen Landsleute wieder zurückzunehmen. Darum braucht es dringend die Verknüpfung der Entwicklungshilfe mit der Migrationsfrage und eine erfolgreiche Kooperation bei Rücknahmeverträgen und Rückführungen, wie das meine Minderheit bei Artikel 1 des Bundesbeschlusses 1 und Artikel 1 des Bundesbeschlusses 2 vorsieht. Staaten, die Ausbildung, Sicherheit und Chancen bieten, müssen aus eigener Kraft stabile Institutionen entwickeln. Die unkontrollierte Ausschüttung von Entwicklungshilfegeldern über NGO und multilaterale Organisationen wie die UNO kann hingegen korrupte Politiker an der Macht halten, und sie tut das auch. Die Unterstützung aus westlichen Ländern sollte sich darauf konzentrieren, den Rechtsstaat zu stärken. Die Verantwortung für Reformen muss den Menschen vor Ort überlassen werden.

Deshalb bitte ich Sie, meine Minderheitsanträge zu unterstützen.

Badertscher Christine (G, BE): Wir haben es heute schon mehrmals gehört: Die globalen Herausforderungen sind im Moment riesig. Aufgrund der vielen Konflikte und Kriege wird heute von einem Krisenbogen rund um Europa gesprochen. Geografisch mögen diese Krisen zwar noch weit weg sein von der Schweiz, aber über kurz oder lang werden sie auch Auswirkungen auf die Schweiz haben. Deshalb muss die internationale Zusammenarbeit gestärkt und nicht geschwächt werden. Sie bietet Stabilität in einer Welt, die aus den Fugen gerät.

Mit meiner Minderheit II zu Artikel 1 Absatz 1 fordere ich deshalb eine Erhöhung des Zahlungsrahmens um 1,5 Milliarden Franken. Es ist die Erhöhung um den Betrag, der für die Zusammenarbeit mit der Ukraine vorgesehen ist. Auch wenn die Unterstützung der Ukraine sehr wichtig ist, soll sie nicht vollständig über den Zahlungsrahmen für die internationale Zusammenarbeit erfolgen. Das hat auch eine Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmenden gefordert, wobei das nicht nur sogenannte linke NGO waren, sondern beispielsweise auch der doch sehr bürgerliche Kanton Bern. Dieser schreibt in seiner Stellungnahme, dass die Unterstützung der Ukraine nicht zulasten anderer wichtiger Krisen und Bedürfnisse in den Entwicklungsländern gehen dürfe. Der Kanton Bern fordert, die Ausgaben für die Ukraine seien ausserordentlich zu verbuchen. Gleichermaßen steht in der Stellungnahme der Mitte-Partei. Sie fordert, dass die Verpflichtungskredite nicht aufgrund der Mehrausgaben für die Ukraine gekürzt werden sollen.

Nebst den NGO haben also auch unverdächtige Vernehmlassungsteilnehmende gefordert, dass die Unterstüt-



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



zung für die Ukraine nicht auf Kosten anderer Länder bzw. anderer Ziele gehen soll. Wir dürfen nämlich nicht vergessen, dass Armut und Ungleichheit nach wie vor die dringendsten Herausforderungen auf der Welt sind. Es leben immer noch über 700 Millionen Menschen in extremer Armut. Nach etlichen Jahren der Verbesserung ist leider auch die Zahl der Hungernden wieder gestiegen. Jeder dritte Mensch auf der Welt ist von Hunger oder Mangelernährung betroffen. Das führt zu Perspektivlosigkeit, Ressourcenkonflikten und zu Zwangsmigration, zu einer gefährlichen Abwärtsspirale.

Die internationale Zusammenarbeit ist deshalb weder Selbstzweck noch Luxus, sondern in unserem ureigenen Interesse. Sie ist eine notwendige Investition in eine sicherere und nachhaltigere Welt. Ich bitte Sie deshalb, meinem Minderheitsantrag zuzustimmen. Damit machen wir die Kürzung der Mittel für die IZA im globalen Süden rückgängig. Damit sind wir aber immer noch weit entfernt von unserem eigenen Ziel einer APD-Quote von 0,5 Prozent des Bruttonationaleinkommens, geschweige denn vom internationalen Ziel von 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens.

Zum Schluss noch eine persönliche Bemerkung: Dieses Jahr feiern wir das 125-Jahr-Jubiläum der Geburt von Bundesrat Friedrich Traugott Wahlen. Wahlen wurde berühmt wegen seiner Anbauschlacht im Zweiten Weltkrieg. Weniger bekannt ist hingegen, dass er ein sehr fortschrittlicher Aussenpolitiker war. Ihm war die Entwicklungszusammenarbeit ein sehr grosses Anliegen. Als Bundesrat hat er in den Sechzigerjahren die heutige DEZA gegründet. Bekäme er mit, was seine Parteikolleginnen und -kollegen heute erzählen, würde er sich im Grabe umdrehen.

Friedl Claudia (S, SG): Ich begründe hier meine vier Minderheitsanträge. Drei der Anträge betreffen Erhöhungen in den Bundesbeschlüssen 1 bis 3. Dabei handelt es sich einmal um meine Minderheit III, die beim Bundesbeschluss 1 über die Finanzierung der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit eine Erhöhung um 426 Millionen auf 1803 Millionen Franken beantragt. Meine Minderheit IV beantragt beim Bundesbeschluss 2 über die Finanzierung der Entwicklungszusammenarbeit, der humanitären Hilfe und der Ukraine und der Region eine Erhöhung des Verpflichtungskredits um 2531 Millionen, was 12 190 Millionen Franken ergibt. Meine Minderheit II schliesslich beantragt beim Bundesbeschluss 3 über die Finanzierung von Massnahmen zur Friedensförderung und zur Stärkung der Menschenrechte eine Erhöhung des Verpflichtungskredits um 71 Millionen Franken.

Die Erhöhungsanträge, die ich Ihnen hier vorstelle, sind nicht einfach aus der Luft gegriffen. Sie beziehen sich auf einen im Jahr 2008 vom Parlament angenommenen und deshalb verbindlichen Bundesbeschluss. Damals wurde das Ziel

AB 2024 N 2166 / BO 2024 N 2166

festgelegt, dass wir jährlich 0,5 Prozent des Bruttonationaleinkommens für die öffentliche Entwicklungszusammenarbeit einsetzen sollten. Die internationalen Erwartungen an reiche Länder liegen heute bei 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens. Es gibt natürlich Länder, die das bereits erfüllen; die Schweiz liegt aber noch immer deutlich darunter. Wenn wir umsetzen, was jetzt vorgesehen ist, kommen wir auf eine Quote von 0,36 Prozent. Wenn wir die anrechenbaren Asylkosten dazunehmen, kommen wir auf 0,41 Prozent. Das ist für unsere eigene Zielvorgabe eindeutig absolut unzureichend.

Angesichts der aktuellen globalen Herausforderungen und humanitären Notlagen ist eine wirksame und ausreichend finanzierte internationale Zusammenarbeit jedoch dringender denn je. Genau jetzt wollen wir unsere Entwicklungszusammenarbeit, die humanitäre Hilfe, die Friedensförderung sowie das Engagement für den Erhalt der Menschenrechte jedoch herunterfahren. Das hätte für Hunderttausende Menschen direkte Auswirkungen auf die Lebensqualität. Programme für sichere Trinkwasserversorgung, Gesundheitseinrichtungen, Bildung oder das Lancieren von Klimaschutzmassnahmen wären gefährdet. Jahrelange Aufbauarbeit würde stark zurückgeworfen.

Schon der erste Entwurf des Bundesrates für den Verpflichtungskredit enthielt Kürzungen zugunsten der Armee, was in der Vernehmlassung von vielen Mitwirkenden kritisiert wurde, auch von der Mitte-Fraktion. Im neuen Antrag des Bundesrates wurden nun nochmals 1,5 Milliarden Franken von der Entwicklungszusammenarbeit genommen und der Ukraine-Hilfe zugeteilt. Weder die Ukraine-Hilfe, die zweifellos notwendig ist, noch die Armeeausgaben dürfen auf Kosten der Entwicklungszusammenarbeit finanziert werden. Das wäre entwicklungspolitisch, migrationspolitisch, umweltpolitisch und sicherheitspolitisch Unsinn.

Ich vertrete noch einen vierten Minderheitsantrag zu Bundesbeschluss 2 Artikel 1 Absatz 10, bei dem es darum geht, die Zweckbindung des Verpflichtungskredits für die Ukraine zu definieren. 5 Prozent der Mittel, die für den Wiederaufbau der Ukraine vorgesehen sind, sollen für Programme eingesetzt werden, die sich an Menschen richten, die im Krieg unter psychischer und sexueller Gewalt gelitten haben. Gerade die sexuelle Gewalt ist



04.03.2025

15/17



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



ein oft eingesetztes, brutales Kriegsmittel mit gravierenden Folgen für die betroffenen Personen, meist Frauen, und für die ganze Gesellschaft. Der Wiederaufbau der Ukraine darf deshalb nicht nur als Investition in die Infrastruktur und in die Entminierung, sondern soll auch als Hilfe für die psychische Gesundheit verstanden werden. Ich bitte Sie, diesen Anteil zu fixieren, damit diese wichtige Arbeit geleistet werden kann.

Büchel Roland Rino (V, SG): Geschätzte Kollegin Friedl, auch Sie haben jetzt gesagt, dass wir bei der APD-Quote unter 0,5 Prozent liegen würden. Die OECD-Erhebungen legen ganz klar dar, dass wir jetzt bei 0,6 Prozent sind. Bundesrat Cassis hat auch bestätigt, dass wir im Durchschnitt seit Jahren bei 0,5 Prozent liegen. Letztes Jahr waren wir bei 0,6 Prozent, vorletztes Jahr bei 0,56 Prozent. Ich müsste fragen: Wann stellen Sie den Antrag auf eine Kürzung um mehrere hundert Millionen Franken? Das wäre folgerichtig bei dem, was Sie gesagt haben.

Friedl Claudia (S, SG): Sehen Sie, Sie können ja auch die Unterlagen studieren, die wir in der Kommission bekommen, und da sind die Zahlen anders.

Wermuth Cédric (S, AG): Ich erlaube mir, kurz auf etwas hinzuweisen: Herr Kollege Büchel, Sie können in der Botschaft nachlesen, dass der Peak der APD-Quote inklusive Asylkosten, den Sie angesprochen haben, nur ein Jahr betrifft, und das ist das Jahr mit den Ukraine-Flüchtlingen.

Ich spreche hier zu meiner Minderheit II, einer Minderheit, die ich, das muss ich ehrlicherweise sagen, sehr ungern gebildet habe. Es ist eine Minderheit, die Ihnen beantragt, innerhalb des Kredits umzuschichten respektive einen Teil dieses Programmes später zu starten, und zwar den Teil, den man wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit nennt.

Was will man damit? Bei diesem Kredit geht es um etwa 640 Millionen Franken, die nicht für das vorgesehen sind, was wir uns allgemein unter Wiederaufbau und Entwicklungszusammenarbeit vorstellen. Es geht auch um die Förderung von Schweizer Unternehmen, die heute schon in der Ukraine tätig sind, und später geht es de facto auch um die Ausdehnung der Marktöffnungsstrategie für die Ukraine.

Sie können sich vorstellen, dass ich da grundsätzlich einige Fragezeichen habe. Aber es ist eine etablierte Praxis, andere Länder machen das auch. Ich will mich nicht grundsätzlich dieser Logik verwehren. Aber wenn das Parlament sich schon gezwungen sieht, zu priorisieren, und uns leider auch in die Position zwingt, dass wir priorisieren müssen, dann, glaube ich, müssen wir wirklich die Prioritäten so setzen, wie sie im Moment im Lichte der globalen Krisen und der Situation in der Ukraine richtig sind.

Die Frage ist wirklich: Was braucht die Ukraine in einer Situation, in der die Front im Süden, aber auch im Osten mehr als unsicher ist, in der die zentrale Infrastruktur der Ukraine vom russischen Regime unter Beschuss genommen wird? Verzeihen Sie mir die etwas saloppe Formulierung, aber es geht nicht um die Förderung für die Eröffnung von Filialen und Start-ups in der Ukraine, sondern es ist wirklich eine ganz grundsätzliche Wiederaufbau- und Entwicklungshilfe.

Wenn Sie die Anträge nicht annehmen, die auf eine Rückkehr zur versprochenen APD-Quote abzielen, möchte ich Sie bitten – der Grundsatz "Pacta sunt servanda" gilt auch für dieses Parlament –, die Priorisierung so vorzunehmen, dass wir den Teil der wirtschaftlichen Entwicklungszusammenarbeit verschieben. Er geht damit nicht verloren. Wir haben nicht in dieser Dimension angefangen, und wir haben auch noch etwas Zeit, um einige Fragen, die wir teilweise gestern schon beim Budget diskutiert haben, noch etwas genauer abzuklären. Was wir jetzt machen, hat ganz grundsätzlich für die schweizerische Entwicklungszusammenarbeit eine neue Dimension. Noch nie haben wir einen so grossen Anteil eines Programms – 640 Millionen Franken von 1,5 Milliarden Franken – für die wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit eingesetzt. Das bedeutet für die schweizerische Politik der Entwicklungszusammenarbeit zumindest einen mittleren Paradigmenwechsel, und das verdient eine ausführliche Diskussion. Ich glaube, es war Kollege Kaufmann, der es ausgeführt hat: Auch Sprecherinnen und Sprecher der Mehrheit der Finanzkommission empfehlen ein Spezialgesetz zu diesem Teil der Finanzierung.

Letztlich stellt sich natürlich eine ganze Reihe von Abwägungsfragen, wenn man die Marktöffnung für Schweizer Unternehmen mit Entwicklungszusammenarbeit vermischt. Ich gebe Ihnen ein simples Beispiel: Es stellt sich die Frage, ob die Steuergelder effizient oder im Sinne dieses Wirtschaftsförderungsauftrags eingesetzt werden sollen. Nehmen Sie irgendein Produkt, beispielsweise eine Fensterscheibe, eine Türe oder auch eine Dienstleistung: Was machen Sie jetzt, wenn ein Anbieter ohne Bezug zur Schweiz, aber mit Bezug zur Ukraine den Auftrag um das Vielfache effizienter und in besserer Qualität ausführt? Dürfen Sie dann den Schweizer Steuerfranken trotzdem für diesen Teil verwenden, der Ihnen vorschreibt, dass Sie die Ausgabe an schweizerische Interessen binden müssen? Diese Frage kann man sich stellen. Aber jetzt ist nicht der Moment, das zu tun. Die globalen Krisen brennen, und auch in der Ukraine gibt es andere Prioritäten.



04.03.2025

16/17



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Nationalrat • Wintersession 2024 • Vierte Sitzung • 05.12.24 • 08h00 • 24.049
Conseil national • Session d'hiver 2024 • Quatrième séance • 05.12.24 • 08h00 • 24.049



Wenn Sie priorisieren müssen, dann helfen Sie bitte mit, dass mit der Minderheit II (Wermuth) am richtigen Ort priorisiert wird.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 12.50 Uhr
La séance est levée à 12 h 50*

AB 2024 N 2167 / BO 2024 N 2167

